

En France, un accident nucléaire, ça coûte énormément



Un "Tchernobyl-sur-Seine" coûterait environ 400 milliards d'euros

Deux économistes de l'IRSN ont présenté, il y a quelques semaines, une estimation des coûts imputables aux conséquences d'un accident nucléaire en France. Effroyablement cher.

Les colloques scientifiques sont souvent riches en informations. Et Eurosafe ne fait pas exception à la règle. Lors de la dernière édition de ce forum annuel de la sûreté nucléaire en Europe, des experts de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (Ludivine Pascucci-Cahen et Patrick Momal) ont présenté une estimation du coût des conséquences d'un accident nucléaire en France.

Les chercheurs français ont pris deux hypothèses: l'accident grave (fusion du cœur avec relâchements de radioactivité rapidement maîtrisés) et l'accident majeur de type Tchernobyl ou Fukushima (fusion du cœur avec relâchements de radioactivité maîtrisés bien après l'accident).

Faute de méthode de calcul, les deux économistes se sont appuyés sur le montant des factures des conséquences des catastrophes passées: Three Mile Island, les crises sanitaires comme la vache folle, Tchernobyl, AZF ou le naufrage de l'Erika.

Dans le premier cas, qui ressemble au scénario ayant servi à l'élaboration de la nouvelle doctrine de l'Autorité de sûreté nucléaire [JDLE], un réacteur de 900 mégawatts (du même type que ceux de la centrale de Fessenheim, par exemple) serait perdu et 3.500 personnes évacuées des territoires contaminés par les rejets radioactifs.

Coût estimé pour la collectivité: 120 milliards d'euros, dont l'essentiel (75%) seraient imputables à l'énergie non produite devant être achetée ailleurs et aux coûts d'image (boycott des productions agricoles locales, baisse des revenus du tourisme, etc.). On est très loin du coût des catastrophes majeures, comme l'Erika ou AZF, estimé à 2 Md€.

Mais ça n'est rien à côté d'un «Tchernobyl-sur-Seine», pour reprendre le titre d'un ouvrage de politique fiction, écrit en 1988 par la journaliste Hélène Crié et le mathématicien Yves Lenoir.

A supposer qu'une tranche (de 900 MW, toujours) perde son cœur et relâche longuement de grands volumes d'effluents radioactifs, d'importants territoires seraient pollués.

A court terme, les autorités devraient évacuer une centaine de milliers de personnes, estiment les deux auteurs. A moyen terme, elles devront trouver les moyens de financer de très lourdes pertes pour la nation: 53 Md€ pour les «mesures radiologiques» (coûts sanitaires, sociaux et agricoles), 110 Md€ pour la gestion des zones d'exclusion (dont l'activité est supérieure ou égale à 555 kilobecquerels par mètre carré), 166 Md€ pour les coûts d'image, etc. Au total, la France pourrait devoir déboursier, directement ou indirectement, quelque 400 Md€, soit 20% de son PIB annuel. Ingérable!

D'autant que ce résultat n'est qu'indicatif. Le montant de l'addition finale dépendant, pour une large partie, de la météo au moment de l'accident qui fera ou non qu'une métropole, une plaine céréalière ou une région touristique ou industrielle sera ou non définitivement «rayonnée» de la carte.

http://www.eurosafe-forum.org/userfiles/file/Eurosafe2012/Seminar%202/Abstracts/02_06_Massive%20releases%20vs%20controlled%20releases_Momal_final.pdf

<http://www.journaldelenvironnement.net/article/accident-nucleaire-l-asn-presente-sa-nouvelle-doctrine,32099>